

| | | |
|-----------------------|------------------------|--------------|
| 28.500 - 29.499 euros | : montant de référence | 28.500 euros |
| 29.500 - 30.499 euros | : montant de référence | 29.500 euros |
| 30.500 - 31.499 euros | : montant de référence | 30.500 euros |
| 31.500 - 32.499 euros | : montant de référence | 31.500 euros |
| 32.500 - 33.499 euros | : montant de référence | 32.500 euros |
| 33.500 - 34.499 euros | : montant de référence | 33.500 euros |
| 34.500 - 35.499 euros | : montant de référence | 34.500 euros |
| 35.500 - 36.499 euros | : montant de référence | 35.500 euros |

Bruxelles, le 15 juillet 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

La Ministre flamande de la Mobilité, de l'Economie sociale et de l'Egalité des Chances,
K. VAN BREMPT

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 1847

[C — 2005/29147]

3 JUIN 2005. — Décret créant le Conseil consultatif supérieur des cours philosophiques (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- le ministre : le ou les ministres ayant l'enseignement obligatoire dans leurs attributions;
- cours philosophiques : les cours de religion ou de morale non confessionnelle définis par l'article 8 de la loi du 29 mai 1959, telle qu'elle a été modifiée.

Art. 2. § 1^{er}. Il est créé auprès du Gouvernement de la Communauté française un Conseil consultatif supérieur des cours philosophiques ci-après dénommé « le conseil ».

§ 2. Le conseil a pour mission :

- 1° de formuler d'initiative ou à la demande du ministre concerné, du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, tout avis et proposition sur la politique générale en matière de cours philosophiques, ainsi que sur la promotion de ces cours;
- 2° de formuler un avis préalable à l'adoption de toute disposition décrétable ou réglementaire touchant l'organisation et le subventionnement des cours philosophiques;
- 3° de formuler toutes propositions relatives aux opportunités d'échanges de savoirs et de pratiques entre les différents cours philosophiques;
- 4° de formuler, dans le respect des spécificités de chacun et dans le cadre du décret missions, toutes propositions susceptibles d'encourager le dialogue entre les différentes religions reconnues et le cours de morale non confessionnelle et de promouvoir les valeurs communes;
- 5° de formuler conformément au décret, tout avis sur l'organisation d'activités organisées conjointement par les différents cours philosophiques autour de thèmes fixés par le conseil;
- 6° de formuler tout avis sur la présence d'initiation à la démarche philosophique et sur l'introduction d'éléments de philosophie et d'histoire comparée des religions dans chacun des cours philosophiques tel que reconnu par la loi du 29 mai 1959, y compris là où un seul cours correspondant au caractère confessionnel de l'enseignement est organisé;
- 7° d'établir annuellement pour le ministre du Gouvernement et le Parlement un rapport d'activités sur le fonctionnement et l'organisation des cours philosophiques dans chacun des réseaux, complémentirement à la loi du 29 mai 1959.

Art. 3. Le conseil se compose :

- 1° de deux représentants par cours philosophiques reconnu par la loi du 29 mai 1959;
- 2° de deux représentants de chacune des organisations syndicales reconnues par la loi du 1974 portant statut syndical dans la fonction publique;
- 3° de deux représentants de l'enseignement organisé par la Communauté française;
- 4° de deux représentants de l'enseignement officiel subventionné;
- 5° de deux représentants de l'enseignement libre subventionné confessionnel + un représentant de l'enseignement libre non confessionnel;
- 6° des inspecteurs généraux de l'enseignement subventionné et organisé par la Communauté française;
- 7° des directeurs généraux de l'enseignement subventionné et organisé par la Communauté française;
- 8° de quatre représentants du Gouvernement de la Communauté française;
- 9° de quatre représentants des organisations de parents.

Art. 4. § 1^{er}. Les membres du conseil sont désignés par le Gouvernement, sur proposition des organes reconnus cités au paragraphe 2 du présent article.

Les membres du conseil sont désignés pour un terme de cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

§ 2. Les propositions spécifiques sont faites :

1° pour les cours de religions, par le chef du culte tel que prévu par l'article 8 de la loi du 29 mai 1959;

2° pour la morale non confessionnelle, par le Conseil supérieur de la morale non confessionnelle (Conseil de la morale laïque);

3° en ce qui concerne les syndicats, par les organisations syndicales reconnues au sens de la loi du 19 décembre 1974;

4° pour l'enseignement organisé par la Communauté française, par le Gouvernement;

5° pour les enseignements officiels subventionnés, l'un le Conseil de l'enseignement des communes et provinces et l'autre par le CEPEONS;

6° pour l'enseignement libre, par les organes fédérateurs : SEGEC et FELSI;

7° pour les organisations de parents, un par l'UFAPEC et trois par la FAPEO.

§ 3. les inspecteurs généraux, les directeurs généraux et les quatre membres désignés par le Gouvernement représentent la Communauté française.

Art. 5. Tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il est désigné, est réputé démissionnaire. Il est remplacé par une personne désignée dans les mêmes conditions pour achever son mandat. Est également réputé démissionnaire, le membre qui, sans justification préalable, est absent de plus de la moitié des séances annuelles du conseil.

Art. 6. § 1^{er}. Le conseil désigne en son sein 5 membres qui forment le bureau du conseil. Ces 5 membres sont :

— 1 représentant du cours de religion catholique;

— 1 représentant des cours des religions reconnues autre que la religion catholique, désigné en leur sein selon le principe de la rotation annuelle;

— 1 représentant de la morale non confessionnelle;

— 1 représentant des organisations syndicales désigné en leur sein selon le principe de la rotation annuelle;

— 1 représentant du Gouvernement;

Il peut être dérogé au principe de la rotation en cas d'accord unanime au sein du conseil.

§ 2. Le bureau désigne en son sein et par rotation un président et un vice-président qui le supplée en cas d'absence. Les mandats sont exercés durant une année. Le vice-président sortant exerce le mandat de président suivant.

§ 3. Le bureau :

1° organise les activités du conseil;

2° prépare les séances du conseil;

3° assure la représentation extérieure du conseil;

4° exécute les décisions du conseil.

§ 4. Entre deux séances du conseil, le bureau prend toute disposition utile conformément aux objectifs généraux et aux missions définis par le conseil. Il rend compte de ses interventions et de ses initiatives à la séance la plus proche du conseil.

Art. 7. Le conseil établit chaque année un rapport d'activité. Celui-ci est communiqué :

1) au Gouvernement;

2) au Parlement de la Communauté française;

3) aux organisations faisant partie du conseil conformément au présent décret.

Art. 8. § 1^{er}. Le conseil se réunit au moins quatre fois par année civile sur convocation du président. Celui-ci convoque le conseil si le Gouvernement, le Parlement de la Communauté française ou 1/5 au moins du conseil consultatif le demande. La présence d'au moins 1/3 des membres est requise pour siéger valablement. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée dans les dix jours ouvrables avec le même ordre du jour. Dans ce cas, le conseil siège valablement quel que soit le nombre de présents.

§ 2. La prise de décision se fait à la majorité des membres présents. Si 5 membres au moins en font la demande en séance, les avis comprennent une note de minorité. Celle-ci doit recevoir l'approbation d'au moins 5 membres du conseil et ne peut comporter plus de signes que le texte majoritaire. Les avis qui font suite à une demande du Gouvernement, du ministre ou du Parlement de la Communauté française doivent être émis dans un délai de deux mois prenant cours à la date de la demande d'avis du conseil. Ce délai écoulé, l'avis est réputé conforme aux propositions du ministre, du Gouvernement ou du Parlement.

§ 3. Le conseil adopte un règlement d'ordre intérieur, lequel est soumis à l'approbation du Gouvernement.

§ 4. Les procès-verbaux, avis ou propositions du conseil sont transmis au Gouvernement, aux membres du conseil et aux organisations visées à l'article 4, § 2.

Art. 9. Le Gouvernement de la Communauté française détermine les jetons de présence et les indemnités de parcours auxquels peuvent prétendre les membres du conseil et de son bureau. Les frais de fonctionnement du conseil sont à charge de la Communauté française. Le secrétariat du conseil est assuré par un fonctionnaire délégué à cette fin par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 2005.

Mme M. ARENA,

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale

Mme M.-D. SIMONET,

La Vice-Présidente, en charge de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Le Vice-Président, en charge du Budget et des Finances

C. EERDEKENS,

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports

Mme F. LAANAN,

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse

Mme C. FONCK,

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

Notes

(1) *Session 2004*

Document du Conseil. — Proposition de décret, n° 16-1.

Session 2004-2005

Documents du Conseil. — Amendements en commission, n° 16-2. — Rapport, n° 16-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et vote. Séance du 24 mai 2005.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 1847

[C — 2005/29147]

3 JUNI 2005. — Decreet tot oprichting van de Hoge Adviesraad voor filosofische cursussen (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

— de minister : de minister(s) belast met het Leerplichtonderwijs;

— filosofische cursussen : de cursussen godsdienst of niet-confessionele zedenleer bedoeld in artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 zoals gewijzigd.

Art. 2. § 1. Er wordt bij de Regering van de Franse Gemeenschap een Hoge Adviesraad voor filosofische cursussen opgericht, hierna «de raad» genoemd.

§ 2. De raad heeft als opdracht :

1° elk advies uit te brengen en voorstel te doen, op eigen initiatief of op verzoek van de betrokken minister, van de Regering of van het Parlement van de Franse Gemeenschap, over het algemeen beleid inzake filosofische cursussen, alsook over de bevordering van deze cursussen;

2° een advies uit te brengen dat voorafgaat aan de aanneming van elke decretale of reglementaire bepaling in verband met de organisatie en de subsidiëring van filosofische cursussen;

3° elk voorstel te doen met betrekking tot de opportuniteit van de uitwisseling van kennis en praktijken tussen de verschillende filosofische cursussen;

4° elk voorstel te doen, met inachtneming van de kenmerken van iedereen en in het kader van het decreet betreffende de opdrachten, dat het dialoog zou kunnen bevorderen tussen de verschillende erkende godsdiensten en de cursus niet-confessionele zedenleer en de gemeenschappelijke waarden;

5° elk advies uit te brengen, overeenkomstig het decreet, over de organisatie van activiteiten die gezamenlijk georganiseerd worden door de verschillende filosofische cursussen rond thema's bepaald door de raad;

6° elk advies uit te brengen over een mogelijke inleiding in de filosofische methode en in de elementen van filosofie en van geschiedenis vergeleken godsdiensten in elke filosofische cursus zoals erkend bij de wet van 29 mei 1959, inbegrepen daar waar één enkele cursus die overeenstemt met het confessioneel karakter van het onderwijs, wordt georganiseerd;

7° elk jaar voor de minister van de Regering en het Parlement een activiteitenverslag op te stellen over de werking en de organisatie van de filosofische cursussen in elk net, ter aanvulling van de wet van 29 mei 1959.

Art. 3. De raad bestaat uit :

- 1° twee vertegenwoordigers per filosofische cursus erkend krachtens de wet van 29 mei 1959;
- 2° twee vertegenwoordigers van elke vakbondsvereniging erkend krachtens de wet van 1974 op het syndicaal statuut in de ambtenarenzaken;
- 3° twee vertegenwoordigers van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
- 4° twee vertegenwoordigers van het gesubsidieerd officieel onderwijs;
- 5° twee vertegenwoordigers van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs + één vertegenwoordiger van het niet-confessioneel vrij onderwijs;
- 6° inspecteurs-generaal van het onderwijs gesubsidieerd en georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
- 7° directeurs-generaal van het onderwijs gesubsidieerd en georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
- 8° vier vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 9° vier vertegenwoordigers van de ouderverenigingen.

Art. 4. § 1. De raadsleden worden aangesteld door de regering, op voorstel van de erkende organen bedoeld in § 2 van dit artikel.

De raadsleden worden aangesteld voor een termijn van 5 jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

§ 2. De specifieke voorstellen worden gedaan :

- 1° voor de cursussen godsdiensten, door het hoofd der eredienst zoals bedoeld in artikel 8 van de wet van 29 mei 1959;
- 2° voor de niet-confessionele zedenleer, door de Hoge Raad voor niet-confessionele zedenleer (raad voor neutrale zedenleer);
- 3° wat betreft de vakbonden, door de vakverenigingen erkend in de zin van de wet van 19 december 1974;
- 4° voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, door de Regering;
- 5° voor het gesubsidieerd officieel onderwijs, de ene de Raad voor het Onderwijs van de gemeenten en provincies en de andere door de CEPEONS;
- 6° voor het vrij onderwijs, door de federaliserende organen : SEGEC en FELSI;
- 7° voor de ouderverenigingen, één door de «UFAPEC» en drie door de «FAPEO».

§ 3. De inspecteurs-generaal, de directeurs-generaal en vier leden aangesteld door de regering vertegenwoordigen de Franse Gemeenschap.

Art. 5. Elk lid dat de hoedanigheid verliest krachtens dewelke het wordt aangesteld, wordt als ontslagnemend geacht. Het wordt vervangen door een persoon aangesteld onder dezelfde voorwaarden om zijn mandaat te voleindigen. Wordt ook als ontslagnemend geacht, het lid dat zonder voorafgaande verantwoording afwezig is op meer dan de helft van de jaarlijkse vergaderingen van de raad.

Art. 6. § 1. De raad stelt 5 leden aan die het bureau van de raad vormen. Deze 5 leden zijn :

- 1 vertegenwoordiger van de cursus katholieke godsdienst;
- 1 vertegenwoordiger van de cursussen erkende godsdiensten ander dan de katholieke godsdienst, aangesteld volgens het jaarlijkse rouleringsbeginsel;
- 1 vertegenwoordiger van de niet-confessionele zedenleer;
- 1 vertegenwoordiger van de regering.

Er kan afgeweken worden van het rouleringsbeginsel bij unanieme instemming binnen de raad.

§ 2. Het bureau stelt in zijn eigen midden en per roulering een voorzitter en een vice-voorzitter aan die hem bij afwezigheid vervangt. De mandaten worden uitgeoefend tijdens een jaar. De uittrekkende vice-voorzitter oefent het mandaat van volgende voorzitter uit.

§ 3. Het bureau :

- 1° organiseert de activiteiten van de raad;
- 2° bereidt de zittingen van de raad voor;
- 3° zorgt voor de externe vertegenwoordiging van de raad;
- 4° voert de beslissingen van de raad uit.

§ 4. Tussen twee vergaderingen van de raad neemt het bureau alle nodige schikkingen overeenkomstig de algemene doeleinden en de opdrachten bepaald door de raad. Het brengt verslag uit over zijn acties en zijn initiatieven bij de dichtste vergadering van de raad.

Art. 7. De raad stelt elk jaar een activiteitenverslag op. Dit wordt medegedeeld :

- 1. aan de Regering;
- 2. aan het Parlement van de Franse Gemeenschap;
- 3. aan de organisaties die deel uitmaken van de raad overeenkomstig dit decreet.

Art. 8. § 1. De raad vergadert ten minste vier keer per kalenderjaar op verzoek van de voorzitter. Deze moet de raad bijeenroepen indien de Regering, het Parlement van de Franse Gemeenschap of ten minste 1/5 van de Adviesraad erom verzoekt. De aanwezigheid van ten minste 1/3 van de leden is vereist om geldig te beslissen en te beraadslagen. Indien het quorum niet wordt bereikt, wordt een nieuwe vergadering binnen de tien werkdagen bijeengeroepen met dezelfde agenda. In dit geval zetelt de raad geldig ongeacht het aantal aanwezigen.

§ 2. De beslissingneming gebeurt bij een meerderheid van de aanwezige leden. Indien ten minste 5 leden tijdens de vergadering erom vragen, bevatten de adviezen een minderheidsnota. Deze moet de goedkeuring van ten minste 5 leden van de raad krijgen en mag geen tekens meer omvatten dan de meerderheidstekst. De adviezen die het gevolg zijn van een verzoek van de Regering, de Minister of het Parlement van de Franse Gemeenschap, moeten uitgebracht worden binnen de twee maanden na de datum van aanvraag om advies aan de raad. Deze termijn afgelopen, wordt het advies geacht overeenstemmend te zijn met de voorstellen van de minister, de Regering of het Parlement.

§ 3. De raad neemt een huishoudelijk reglement aan dat ter goedkeuring aan de regering wordt voorgelegd.

§ 4. De notulen, adviezen of voorstellen van de raad worden overgebracht aan de regering, de raadsleden en de organisaties bedoeld in artikel 4, § 2.

Art. 9. De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de presentiegelden en de reiskosten waarop de raadsleden en het bureau aanspraak kunnen maken. De werkingskosten van de raad worden ten laste genomen van de Franse Gemeenschap. Het secretariaat van de raad wordt waargenomen door een ambtenaar die daartoe door de regering wordt gemachtigd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 juni 2005.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

(1) *Zitting 2004*

Stukken van de Raad. - Voorstel van decreet, nr. 16-1.

Zitting 2004-2005

Stukken van de Raad. - Commissieamendementen, nr 16-2. - Verslag, nr. 16-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 24 mei 2005.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 1848

[S - C - 2005/31264]

12 MAI 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant le cadre organique du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment les articles 5 et 56;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 octobre 1998 fixant le cadre organique;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du Service d'Incendie et Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis motivé du Comité de Concertation de base du Service d'Incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 1848

[S - C - 2005/31264]

12 MEI 2005. — Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikelen 5 en 56;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 oktober 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting;

Gelet op het gemotiveerd advies van het basisoverlegcomité van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;